



Pour publication immédiate – 21 octobre 2013

Mobilisation pour l'action : les travailleurs/euses des services publics appellent à une justice sociale et économique dans la région Asie-Pacifique

Du 16 au 18 octobre 2013, plus d'une centaine de représentants d'affiliés de l'Internationale des services publics (PSI) ont achevé leurs rencontres à Bangkok (Thaïlande) en s'engageant à mener une action conjointe visant à renforcer le pouvoir et l'influence des travailleurs/euses des services publics dans la région Asie-Pacifique.

Les syndicats ont identifié une série de stratégies permettant de résoudre un grand nombre de problèmes, et notamment de lutter contre les accords de libre-échange néfastes, de venir à bout de la privatisation des services publics et de la corruption qui y est associée, de mettre fin aux actes de violence à l'égard des femmes, ou encore de promouvoir des solutions positives reposant sur la justice fiscale, le renforcement des droits syndicaux, et sur le soutien aux jeunes travailleurs/euses et aux travailleurs/euses migrant(e)s dans les services publics.

La PSI et ses affiliés ont reconnu combien il était important de prendre des mesures en vue de déjouer les plans de privatisation des services publics de l'eau et de l'électricité en Thaïlande. Dans d'autres pays, la privatisation a entraîné une diminution de la qualité des services et une hausse des coûts pour les usagers de ces services. Les syndicats philippins ont partagé leur expérience acquise dans le cadre de campagnes visant à empêcher la privatisation des services d'électricité.

Yiam Khongruangrat, membre du comité du Syndicat du personnel infirmier de Thaïlande (*Nursing Union of Thailand*), a attiré l'attention des participant(e)s sur l'inquiétante pénurie que connaît actuellement le système de soins de santé thaïlandais. Il manque en effet 40 000 infirmiers/ères. Elle a ensuite proposé que son syndicat lance une campagne contre les actes de violence à l'égard des femmes et des filles. « En tant qu'infirmiers/ères, ce problème nous concerne tout particulièrement », a-t-elle déclaré.

Kao Poeun, président de l'Association des fonctionnaires indépendants du Cambodge (*Cambodian Independent Civil Servants Association*), a salué le soutien apporté par la PSI et ses affiliés à son pays dans la défense des droits syndicaux et la lutte contre la corruption. « En tant que travailleurs/euses des services publics et membres de la communauté cambodgienne, nous sommes fortement touché(e)s par la corruption. Nous devons sensibiliser la population pour qu'elle comprenne à quel point la corruption vient mettre à mal la prestation de services publics de qualité. »

Tatsuya Nakamura, Secrétaire général du Conseil national des sapeurs-pompiers et des travailleurs ambulanciers japonais (*National Council of Japanese Firefighters and Ambulance Workers, ZENSHOKYO*), a indiqué que son syndicat prévoit d'intensifier sa campagne nationale en faveur des droits syndicaux et s'est engagé à travailler main dans la main avec les syndicats et associations de pompiers d'autres pays, particulièrement de Corée, en 2014.

Les membres de la PSI se sont engagés à s'opposer aux accords de libre-échange, tels que l'Accord de partenariat transpacifique, qui viennent menacer les normes du travail, la protection sociale et les services

media release... communiqué de presse... comunicado de prensa...

L'Internationale des services publics (PSI) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. La PSI défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. La PSI travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.

publics. Pour ce faire, ils mèneront notamment des actions conjointes à l'occasion des réunions de l'Organisation mondiale du Commerce, qui se tiendront à Bali, en décembre prochain.

Dans une région où 60 % de la population ne peut accéder aux services publics de base en raison des détournements de fonds, la PSI et ses affiliés s'engagent à travailler de concert avec les organisations de la société civile pour mettre en place le réseau régional de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale. En outre, les syndicats prévoient de développer davantage la campagne en faveur de la taxe sur les transactions financières, lancée par le syndicat japonais JICHIRO.

Katie Rowsell, représentante du Syndicat de la communauté et du secteur public australien (*Community and Public Sector Union, CPSU*), a ajouté : « Nous sommes impatients de montrer à quel point les jeunes travailleurs/euses peuvent contribuer à faire avancer le programme d'action de l'Internationale de services publics et le développement dans la région Asie-Pacifique. »

FIN